La fierté française, un changement de régime est-il possible ?

Par Emmanuel Brunet Bommert

**Chapô**

L’Histoire de notre pays n’est pas figée. Nous pouvons changer de régime et donc notre façon de penser la politique. Il suffit juste d’en avoir la volonté.

**Corps de texte**

Bien évidemment, une proposition d’ordre politique n’a aucun sens si elle ne peut pas être mise en place dans la réalité. La France n’est clairement pas le pays où une réforme s’avère le plus simple à faire. Les décisions de nos gouvernements ont construit un système où littéralement tous les citoyens ont un intérêt à défendre, au mépris de celui des autres. Toutefois, un tel changement n’est pas impossible pour autant. La majorité de nos grands mouvements politiques proposant des réformes radicales échouent, parce qu’ils ont une tendance à confondre l’accessoire avec l’essentiel.

Les libéraux et les conservateurs sont des spécialistes en la matière. Ils se réjouissent aisément de leurs victoires les moins importantes, tel qu’un allègement du Code du travail ou une réforme des charges sociales, qu’ils obtiennent en sacrifiant par exemple le référendum d’initiative populaire. Quand leurs détracteurs pointent le ridicule de cette victoire par rapport à la gravité des concessions faites, ils répondent inévitablement la même chose : « *La victoire finale du Peuple vient par petites étapes* » et « *on doit habituer le public à accepter des réformes, en commençant doucement* ». Les zélotes du libéralisme ou du conservatisme moderne auront donc épuisé toute leur énergie pour défendre une réformette mineure, qui sera abrogée dès l’année suivante. Parfois même, ils s’entretuent sur ces détails ! Toutefois, cette réalité n’est même pas forcément la plus ridicule. Le plus souvent, ces « réformateurs » proposent non seulement des solutions très accessoires, mais aussi dangereuses dans notre contexte.

Par exemple, une réforme dans le Code du travail. Avec notre France moderne où l’activité de salarié est presque un privilège, une correction occasionnera forcément une catastrophe. Ainsi, non seulement cette réformette aura été trop légère pour s’avérer efficace, mais son impact médiatique détruira toutes les chances d’en faire une meilleure avant plusieurs décennies. Un changement réaliste doit se concentrer sur l’essentiel et mettre en avant une mutation majeure qui, si elle est effectuée correctement, conduira à l’application des propositions les plus nécessaires comme une conclusion inévitable. Oui, le Peuple français pourrait tout à fait réformer lui-même son système social. Il en serait capable.

## SOUS LA DIRECTION DU PEUPLE FRANÇAIS

Dans le contexte de notre république, un changement est réalité assez simple. Il suffit de réduire les conditions permettant la tenue d’un référendum d’initiative partagée. Aujourd’hui, pour que le peuple ait le droit de s’exprimer, il faut réunir :

1. Les signatures d’un cinquième des parlementaires, soit 189.

2. Les signatures d’un dixième du corps électoral, soit 4.5 million de citoyens.

Ces obligations montrent à quel point notre république méprise l’opinion de son propre Peuple, puisqu’elles sont impossibles à réunir. Il suffirait donc miser l’ensemble d’une éventuelle campagne sur : 1. la réduction de ce seuil à 100 000 signatures et un seul parlementaire, 2. qu’il puisse porter sur n’importe quel type de Loi et non pas seulement dans la limite de l’Article 11 de notre Constitution, 3. qu’il donne lieu à un référendum, sans que ni le Parlement ni la Présidence ne puisse s’y opposer et que, 4. le résultat soit considéré comme s’il avait été voté par les deux chambres du Parlement, indifféremment de l’avis parlementaire.

Dès lors, toute stratégie future consistera à proposer les différents points de cette réforme au référendum, en commençant par le changement de régime. Le gouvernement ne pourra pas ignorer cette décision. Cette étape résolue, toutes les autres propositions peuvent être directement proposées à la votation populaire, sans même tenir compte de l’avis de nos élus. Compte tenu de leur caractère foncièrement nuisible, ce ne serait pas une perte. C’est ainsi qu’on pourra reprendre la vie publique en main. Cette stratégie part cependant du principe qu’un mouvement réformiste n’aurait pas d’autre choix que de forcer le passage pour faire une réforme, en contraignant le gouvernement, sans avoir pour autant accès aux chambres du parlement ni à la présidence. Cette situation est très probablement celle que nous vivrons, compte tenu qu’il s’avère presque impossible d’être élu à la présidence (ou massivement à l’assemblée) sans l’autorisation tacite du pouvoir en place. Après tout, le fait de devoir réunir cinq cents signatures d’élus pour la présidentielle revient à quémander l’autorisation de l’opposition, pour avoir le droit de se présenter contre elle.

Il convient cependant de comprendre qui si ce type de référendum est une solution admissible pour effectuer une réforme d’envergure, elle n’est pas destinée à gérer notre nation au quotidien. Le référendum d’initiative partagée ne suffira pas à faire de la France une démocratie, il ne peut que lui ouvrir la porte.

## COMME PAR DES INTERMÉDIAIRES

Cependant, admettons qu’une élection soit accessible à un mouvement désireux d’appliquer le programme proposé. La stratégie à mettre en place varierait selon le poste :

1. La Présidence n’a pas besoin de créer de nouvelles Lois pour mettre en place ces propositions. Il lui suffit d’exécuter la Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen, qui fait déjà partie de la Constitution française, d’une manière plus orthodoxe. Auquel cas, il n’aurait qu’à consulter le Peuple par voie référendaire pour mettre en place une démocratie légitime lors de son mandat. Le Parlement, qui normalement représente les citoyens français, n’aurait pas vraiment de légitimité pour s’opposer à l’avis populaire. Dans cette configuration, ce serait donc au gouvernement de piloter une transition de la république vers la démocratie.

2. Le Parlement est, par le biais de ses attributions et commissions, tout à fait en mesure de faire ce qu’il veut, sans forcément en appeler à l’opinion du gouvernement. L’Assemblée Nationale et le Sénat peuvent proposer toutes les réformes qu’ils souhaitent. C’est donc la voie royale pour un changement véritable.

3. Les Régions ont un pouvoir assez proche de la présidence et du parlement, sur leur territoire. En conséquence une réforme pourrait aussi être mise en place à l’échelle du territoire, région après région. Le gouvernement national serait vite contraint de s’y conformer. Ce cas de figure s’est d’ailleurs déjà observé, en Europe, avec la Catalogne. Celle-ci a obtenu de l’Espagne un Statut d’Autonomie tout à fait avantageux. Une chose similaire peut être obtenue pour chaque Région de France, jusqu’à ce que le gouvernement central se retrouve de facto à la tête d’une Fédération. Il devrait alors se réformer à son tour, sous peine de subir un sort semblable à l’Union Soviétique, qui après son effondrement ne dirigeait plus qu’un simple bureau.

Selon la stratégie que le Peuple estimera la plus accessible, cette réforme sera plus ou moins difficile et rencontrera une opposition bien spécifique. Il faut tout de suite l’accepter : le gouvernement français n’est pas un allié des citoyens. Quelle que soit la solution retenue pour mettre en place ce genre de réforme, notre corps politique répondra en utilisant toutes les contremesures pour la rendre aussi complexe que possible. En cas de référendum, les deux chambres et la présidence feront leur maximum pour ralentir ou saboter sa mise en place. Ils utiliseront chaque moyen légal à leur disposition pour harceler ceux qui proposeront cette option. Ils subiront des contrôles et des enquêtes de tous les services que compte notre police nationale. Les médias s’aligneront immédiatement sur ceux qui leurs versent des subventions et financent leurs contrats, au mépris de l’avis du Peuple – y compris à leurs risques et périls !

Si ce changement se fait par voie présidentielle, ce seront cette fois le Parlement et les Régions qui opposeront une résistance, si nécessaire par des blocages, des manifestations téléguidées et même des grèves organisées par les associations et syndicats « amis ». Si la présidence n’est pas solidement défendue sur un soutien populaire, l’assemblée nationale pourra tout à fait réclamer, pour la première fois de notre Histoire, une démission en prétextant que le président tente « *d’abolir la forme républicaine de notre nation* ».

Une réforme passant par voie parlementaire sera moins facile à ignorer, compte tenu que le plus puissant organe politique de France, c’est son Parlement. C’est pourquoi cette solution est à ce point optimale. Toutefois, il ne faut pas se leurrer. Le gouvernement républicain dispose des moyens de dissoudre une assemblée ou de réduire drastiquement sa puissance. Seulement, on peut considérer que si un mouvement politique est parvenu à prendre le contrôle des deux chambres, le problème ne se posera plus. Toute opposition réellement hostile serait perçue comme ce qu’elle est, un coup d’État. La réforme deviendrait presque inévitable et rien dans la Loi ne pourrait plus y faire obstacle.

Enfin, la solution régionale a son efficacité, mais rencontrera une opposition de l’administration centrale. Celui-ci n’hésitera pas à invoquer toutes les options à sa disposition pour ralentir, sinon empêcher, une mutation. La chose serait rendue d’autant plus simple qu’en France, quantité de fonctions essentielles à la vie courante ne dépendent pas des régions, des départements ni des communes. On pensera ici à l’armée, mais aussi à la police nationale et à la justice. Ces activités serviront aisément de moyens pour faire pression.

## LE PEUPLE DOIT ACCEPTER LA DISPARITION DES ANCIENNES IDÉES

Quelle que soit l’option, on peut résumer son succès à une seule chose : le Peuple français doit croire qu’une réforme est possible. Plus exactement, il doit vouloir cette métamorphose, au point de consentir aux sacrifices qu’elle implique. Après tout, ce genre de changement politique conduirait à une mutation radicale dans nos habitudes. Le fait de devenir une démocratie ne changera pas notre situation épouvantable. La France restera endettée au-delà du raisonnable, avec une économie dévastée et un système judiciaire défaillant. Son armée sera toujours sous-équipée et mal entraînée. Sa police demeurera largement dépassée. Ces problèmes ne vont pas disparaitre, ils vont juste dépendre de la responsabilité du Peuple, plutôt que celle du politicien ou du haut-fonctionnaire. Une réforme de notre économie implique la disparition de nombreux privilèges dont une majorité de français dépendent pour vivre. La reconstruction de la justice conduira à une dangereuse situation de flottement. Il est fort probable que des services essentiels se retrouveront à fonctionner au minimum de leur efficacité, durant quelques années. Les efforts consentis pour obtenir un meilleur gouvernement ne seront qu’une première – et très modeste – étape vers un succès plus durable.

Bien évidemment, un tel travail en profondeur a surtout pour mission de reconstruire l’essentiel. Une mutation politique radicale risque d’être brutale et conduira à des violences venue de tous ces groupes qui estiment que leur est supérieure au bien commun. Nous parlons après tout d’un futur où il n’est pas certain que notre système de santé ou l’éducation pourront assurer correctement leur charge, pendant des années. Ces deux-là devront limiter leurs activités au strict nécessaire. Notre pays se retrouvera donc presque sans écoles, sans universités, sans laboratoires, peut-être même sans hôpitaux.

Toutefois, cette phase difficile aura une fin rapide. Il est fort probable que ce qui viendra ensuite sera un véritable âge d’or, sans équivalent en Europe. Une période de gloire où nous pourrons à nouveau devenir les meilleurs, dans tous les domaines et même nous permettre des ambitions démesurées. Par contre, si une telle réforme n’a pas lieu, rien ne va cesser de fonctionner. Tout ira plutôt bien, en apparence. Les services vont simplement pourrir, peu à peu, jusqu’à l’effondrement final. Dans ce deuxième cas de figure, il ne faut pas espérer de système de santé ou d’écoles avant plusieurs générations. Nous serons les citoyens d’une nation en ruine, contraints de vivre au quotidien avec ces fléaux disparus que sont la famine, les épidémies et la guerre. En tant qu’individu, j’aime cependant croire que la France est un peu comme un phénix. Elle est certes arrogante et dévorée par son anxiété mais aussi d’une fierté prodigieuse et d’une brillance rare. Notre civilisation peut encore atteindre des sommets, mais se meurt pour le moment de sa propre faute.